

ISSN 2818-9876



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente des institutions**

**Le mercredi 7 mai 2025 — Vol. 47 N° 115**

Étude des crédits du ministère des Relations internationales  
et de la Francophonie (2) : volet Relations internationales  
et Francophonie

**Présidente de l'Assemblée nationale :  
Mme Nathalie Roy**

---

**2025**

## **Commission des institutions**

**Le mercredi 7 mai 2025 — Vol. 47 N° 115**

### **Table des matières**

Relations internationales et Francophonie	1
Discussion générale	1
Adoption des crédits	16
Documents déposés	16

### **Intervenants**

M. André Bachand, président

Mme Martine Biron

M. André Albert Morin

M. Guillaume Cliche-Rivard

M. Louis Lemieux

M. Pascal Paradis

Mme Céline Haytayan

Le mercredi 7 mai 2025 — Vol. 47 N° 115

**Étude des crédits du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (2) : volet Relations internationales et Francophonie**

*(Onze heures vingt-sept minutes)*

**Le Président (M. Bachand) :** À l'ordre, s'il vous plaît! Bonjour, tout le monde. Ayant constaté le quorum, je déclare la séance de la Commission des institutions ouverte.

La commission est réunie afin de procéder à l'étude du volet Relations internationales et Francophonie des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie pour l'exercice financier 2025-2026. Une enveloppe de 1 h 15 min a été allouée pour l'étude de ces crédits.

Avant de débiter, M. le secrétaire, y a-t-il des remplacements?

**Le Secrétaire :** Oui, M. le Président. Mme Massé (Sainte-Marie—Saint-Jacques) est remplacée par M. Cliche-Rivard (Saint-Henri—Sainte-Anne).

**Relations internationales et Francophonie**

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. Comme vous savez, on procède à une discussion d'ordre général par blocs d'environ 20 minutes, incluant les questions et les réponses. La mise aux voix de ces crédits sera effectuée à la fin du temps qui leur est alloué.

**Discussion générale**

Alors, on débute maintenant avec le député de l'Acadie pour un premier bloc de 15 min 7 s. M. le député, s'il vous plaît.

**M. Morin :** Bonjour, M. le Président. Merci. Alors, Mme la ministre, bonjour. Bonjour à tous les collègues qui vous accompagnent et qui sont ici avec vous ce matin. Je tiens à saluer également les collègues de la banquette gouvernementale, bonjour, ainsi que le collègue de la deuxième opposition.

Alors, sans plus tarder, débutons ces crédits en relations internationales. Mme la ministre, vous connaissez la situation, bien sûr. Je pense que notre relation... on peut affirmer que notre relation avec les États-Unis d'Amérique ne sera plus jamais la même. Ça a un impact sur les entreprises, ça a un impact sur notre capacité, évidemment, notre économie. J'ai rappelé à plusieurs reprises qu'il est important de diversifier les marchés pour l'économie du Québec, et donc, moi, je m'attendais à ce qu'au budget il y ait une augmentation de votre budget. Mais, quand on regarde le budget des dépenses, volume 1, la Stratégie de gestion des dépenses, on note, à la page B.16, que votre budget du ministère des Relations internationales et de la Francophonie diminue de 7,2 millions.

On dit que cette variation s'explique principalement par la fin de mesures de budgets antérieurs. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus? Et comment vous allez faire pour être en mesure de bien représenter le Québec à l'étranger alors que votre budget diminue?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, s'il vous plaît.

• (11 h 30) •

**Mme Biron :** Oui, bonjour. D'abord, M. le député de l'Acadie, vous allez me donner une petite minute pour que je puisse saluer tous les gens. Je suis bien ravie de vous retrouver à nouveau pour les crédits des Relations internationales. J'en profite aussi pour saluer le collègue de la deuxième opposition, le député de Saint-Henri—Sainte-Anne, bonjour. Et aussi, je suis bien entourée par mes collègues le député de Saint-Jean, le député de Vanier-Les Rivières, la députée de Laval-des-Rapides, la députée de Charlevoix—Côte-de-Beaupré et la députée de Vimont. Merci beaucoup d'être là et de nous supporter dans cet exercice qui est quand même important, où on peut rendre des comptes. C'est rare, en relations internationales, qu'on a cette possibilité de pouvoir expliquer ce qu'on fait sur le terrain.

J'en profite également pour remercier les gens de mon cabinet, mais aussi les gens du ministère des Relations internationales. Pour eux aussi, c'est un exercice complexe, laborieux. À voir la grosseur de nos cahiers, des questions que vous avez posées, les partis d'opposition, on voit que les équipes du ministère des Relations internationales ont mis énormément d'efforts et je dirais même de passion dans cet exercice-là parce que je travaille avec une équipe dédiée.

Maintenant, M. le député de l'Acadie, je vais vous référer, en fait, à la page B.16 du... B.15, pardon, du budget du Québec, et vous verrez que non seulement notre budget ne diminue pas, mais qu'on a considéré largement la situation actuelle de la géopolitique dans le monde. Notre budget, en fait, nous... une somme de 6 millions de dollars a été prévue, un fonds de... au Fonds de suppléance afin de tenir compte, justement, des mesures annoncées. Alors, notre budget se retrouve à peu près stable à celui de l'année dernière. Et, à la page B.16, c'est bien expliqué, là, c'est 6 millions dans le budget de cette année, l'année prochaine et jusqu'en 2030, si bien qu'on se retrouve avec une somme supplémentaire pour faire face à tous ces enjeux difficiles et complexes que la géopolitique actuelle nous impose. Et c'est une somme, finalement, supplémentaire de 30 millions de dollars.

Alors, notre budget est complètement en phase avec d'abord nos demandes, mais plus que ça, avec la situation politique actuelle et économique, mais aussi, il est à peu près stable avec ce que nous avons l'année dernière.

**M. Morin :** Donc, ce qu'on retrouve au volume 1 du Budget des dépenses, aux Renseignements supplémentaires, à B.16, quand le gouvernement écrit que votre budget diminue de 7,2 millions, donc il ne diminue pas, il augmente.

**Mme Biron :** Vous êtes à la page B.16 du budget ou du...

**M. Morin :** Oui, B.16, volume 1, Budget de dépenses, *Pour un Québec fort, Stratégie de gestion des dépenses*, dans les renseignements supplémentaires. Moi, ça me dit ici : Le budget du ministre des Relations... du ministère des Relations internationales diminue de 7,2 millions. C'est dans ce document-ci.

**Mme Biron :** Bien, bon, oui, vous êtes dans le document des crédits. Alors, oui, là, je n'ai pas la page exacte parce que j'étais dans le budget...

**M. Morin :** B.16, la page.

**Mme Biron :** ...mais, regardez, le budget de base est de 128 millions de dollars, mais nous avons reconduit une somme de 6 millions de dollars par année pour... jusqu'en 2030, si bien que le budget global du MRI pour cette année est de 144,2... 134,2 millions, si bien que c'est à peu près stable... à ce que nous avons l'année dernière. Je vous dirais que c'est une diminution d'à peine 1 % par rapport à l'année dernière, une diminution de 1,5 million de dollars. Alors, je pense que nous sommes équipés pour pouvoir poursuivre.

Ce qui était très important, pour moi et pour mes équipes, c'était de protéger le travail sur le terrain, et nous avons 34 bureaux dans 19 pays du monde, et nous envisageons, cette année, d'ouvrir un bureau supplémentaire en Europe, si bien que nous aurons, et tout est budgété, une vingtaine... 35 bureaux dans 20 pays du monde.

**M. Morin :** Mais vous admettez avec moi, Mme la ministre, que c'est une diminution.

**Mme Biron :** Bien, on est dans la marge d'erreur, M. le député de l'Acadie. Honnêtement, là, quand on est à plus ou moins 1 %, je pense que c'est... J'appellerais ça une diminution... J'appellerais ça un budget stable.

**M. Morin :** D'accord. Alors, bon, moi, je vais plutôt parler d'une diminution, puis, si je vous ai bien entendue, si j'ai bien entendu votre réponse, c'est ce que vous avez également indiqué. Je vous remercie.

Maintenant, autre question. Dans le volume 2, *Budget de dépenses, Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*, ce document, il est écrit, à la page 246, pour votre ministère, avec la présentation du portefeuille : Attirer les talents dont le Québec a besoin.

Votre ministère va intensifier son action, c'est écrit, pour attirer des travailleurs étrangers afin de répondre aux besoins spécifiques de l'économie québécoise. Il en fera de même auprès des étudiants internationaux qui contribuent à la vitalité des villes, des régions et des établissements d'enseignement.

Pourtant, Mme la ministre, votre collègue le premier ministre crie sur tous les toits qu'il y a trop d'immigrants, ça nuit au Québec, et qu'en plus le ministre de l'Immigration réduit les seuils autant pour les travailleurs que pour les étudiants. Est-ce que vous vous parlez au Conseil des ministres? Comment vous expliquez que vous, dans les documents, c'est la mission de votre ministère, alors que d'autres ministères, dont le premier ministre, disent exactement le contraire?

**Mme Biron :** Merci, M. l'Acadie. Je pense que, dans le spécifique, ce serait intéressant pour vous de participer aux crédits du ministre de l'Immigration, qui pourra vous expliquer dans le détail ce qu'il fait. Actuellement, dans le réseau...

**M. Morin :** Bien, ça a été fait, M. le Président, parce que je suis le porte-parole en matière d'immigration, donc, et puis j'ai siégé aussi dans le projet de loi n° 74, Mme la ministre. Donc, pour lui, c'est clair. Je lui ai posé un paquet de questions là-dessus puis je suis en contact aussi avec les entreprises sur le terrain. Donc, comment vous expliquez cette incohérence?

**Mme Biron :** Il n'y a aucune incohérence dans le travail. Les délégations, nous avons environ 300 personnes qui travaillent à l'étranger et à peu près l'équivalent au siège. Pour le dossier d'immigration, ce sont... c'est le ministère de l'Immigration qui déploie des ressources à l'étranger. Pour l'ensemble des portefeuilles et des secteurs dans lesquels nous évoluons, c'est le MRI qui embauche ses employés. Alors, l'immigration est une portion du travail de ce qui se fait à l'étranger. Nous travaillons d'abord et avant tout à l'économie.

Le premier ministre, rappelez-vous, quand il a formé son Conseil des ministres, en 2022, il avait deux grandes priorités, d'abord, enrichir le Québec, et, deuxièmement, consolider et faire rayonner la langue française. Chacun des ministres, dans son portefeuille, est parti avec ces deux grandes priorités, et aux Relations internationales, c'est ce que nous faisons, d'abord, en priorité, mettre en lien les entreprises du Québec à l'étranger, et s'assurer d'augmenter nos exportations à l'étranger, et aussi, au niveau culturel, travailler sur le rayonnement de la langue française et de sa culture.

Pour ce qui est de l'immigration, c'est un des aspects, mais ce n'est pas l'aspect... la priorité des relations internationales à ce moment-ci.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de l'Acadie.

**M. Morin :** Oui, merci, M. le Président. Alors, Mme la ministre, vous... je suis certain que vous allez être d'accord avec moi pour dire qu'il est important de bien gérer des fonds publics et qu'il faut une rigueur budgétaire. J'ai quelques questions pour vous, particulièrement en ce qui a trait au paiement de cartes de crédit dans votre ministère. Par le biais de la loi sur l'accès à l'information, on a obtenu des informations particulièrement de bureaux de votre ministère aux États-Unis, et je pense, entre autres, aux bureaux à Boston et à Chicago. Donc, les cartes de crédit de l'État ont été payées tellement en retard qu'évidemment vous avez dû payer des frais d'intérêts, mais ce n'est pas... tout l'argent de l'État, c'est important, ça doit être bien géré.

Alors, je vous donne quelques exemples. À Boston, en retard, en décembre 2024, 117 \$ de frais d'intérêts, toujours en 2024, en mai, 144 \$ de frais d'intérêts. En fait, pour le bureau de Boston, c'est 662,66 \$ que vous avez dû payer en frais d'intérêts parce que les paiements n'étaient pas faits à temps. Mais, quand vous regardez le bureau de Chicago, là, les retards et les frais d'intérêts sont plus élevés. Vous avez, par exemple, en septembre 2024, 1 040 \$ de frais d'intérêts pour paiement en retard; vous avez, en août, 1 010,50 \$, en mai, 1 261,50 \$ de frais d'intérêts payés en trop, pour un total de 6 602 \$. Et, quand vous regardez après d'autres bureaux, notamment celui de New York, vous avez payé, en septembre, 524 \$ de frais d'intérêts en trop, en mars, 620 \$. C'est la même chose pour Los Angeles, 988 \$ et 931 \$.

Donc, autant... Quand on additionne ça, là, ça fait des milliers de dollars. Alors, j'aimerais savoir, d'abord, si vous êtes au courant, deuxièmement, quelles sont les mesures que vous allez prendre pour corriger la situation, parce qu'à mon avis les Québécois et les Québécoises n'ont pas à payer ces frais-là, puis on parle de milliers de dollars. Puis je pense que, pour l'État, chaque dollar est important.

• (11 h 40) •

**Mme Biron :** Vous avez raison, M. le député de l'Acadie, les fonds publics, c'est important, et on a une responsabilité de s'assurer qu'ils soient bien dépensés. Le cas spécifique qui a été porté à mon attention est le cas de Chicago. C'est un cas... Puis j'y vais de mémoire, parce que vous me rapportez quelque chose qui date de plus d'un an, et c'était le cas d'un employé qui n'était plus à l'emploi du MRI, et on a eu de la difficulté à récupérer la carte de crédit.

Alors, il y a des mécanismes qui ont été mis en place à la suite de ce cas-là spécifique, et je m'assure que ça n'arrive plus jamais. Et, quand j'ai rencontré mes chefs de poste en octobre dernier, nous avons émis des directives très spécifiques, et chacun des chefs de poste à l'étranger, dans chacune des représentations, dans chacun des 34 bureaux du Québec à l'étranger, et je sors également du secteur des États-Unis, ont été informés que ces mécanismes devaient être mis en place et que cette situation-là ne devait pas se reproduire.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de l'Acadie.

**M. Morin :** Alors, M. le Président, donc, vous nous dites qu'en plus c'était un employé qui n'était plus à l'emploi, donc, qui avait gardé sa carte de crédit de l'État et il l'utilisait?

**Mme Biron :** Je n'ai pas le fin détail. On pourra toujours vous le donner.

**M. Morin :** Oui, s'il vous plaît, M. le Président.

**Mme Biron :** Là, maintenant, j'y vais de mémoire, là, sur cette question-là, mais, comme je... parce que je pense que c'était dans... ça fait au-dessus d'un an, là, cet épisode-là. Alors, c'est certain que j'ai été profondément... J'aimerais préciser quand même une chose.

**M. Morin :** Oui, mais mon temps file.

**Mme Biron :** Les journalistes fouillent beaucoup sur les dépenses des Relations internationales, et ils le font, et ils doivent le faire. Et, quand je suis arrivée en fonction, une des choses que j'ai faites, c'est de m'assurer que l'information soit complète et donnée. Je tiens à une transparence à l'ensemble du territoire, mais on a quand même 34 bureaux sur le territoire. Il y a une gestion à faire et il y a des mécanismes et des directives qui sont mis en place.

**M. Morin :** Alors, M. le Président, j'ai d'autres questions dans la même ligne.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de l'Acadie, oui.

**M. Morin :** Moi, M. le Président, j'espère que la ministre va être capable de transmettre à la commission toutes les informations suite à ce qui a été fait, parce que, là, en plus, on apprend ce matin que c'est un employé qui n'était plus à l'emploi de l'État et qui a continué. Puis là on ne parle pas de 0,50 \$ ou 2 \$, 3 \$, on parle de milliers de dollars. Quand vous dites que vous avez corrigé la situation, Mme la ministre, je vous ferai remarquer qu'en...

**Mme Biron :** La personne n'avait pas sa carte de crédit, là, je veux dire, on parle... Vous me parlez d'intérêts, là.

**M. Morin :** Bien oui, mais c'est parce qu'il ne l'a pas payée. Ils ont... Vous avez payé des intérêts parce que, dans plusieurs mois, le solde n'a pas été payé. Et là vous me dites que la personne n'était plus à l'emploi de l'État.

Donc, il avait sa carte de crédit puis il continuait à facturer l'État. Vous comprendrez que ça m'inquiète au plus haut point. Donc là, je comprends que vous ne pouvez pas répondre à toutes les questions, mais...

**Mme Biron :** Bien non, il ne continuait pas... Il ne continuait pas à facturer l'État.

**M. Morin :** Et récemment, là, 21 février 2025, il y en a eu un autre pour 977 \$, Mme la ministre.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Donc, on s'attend d'avoir l'information adressée à la commission. Merci beaucoup, M. le député de l'Acadie. M. le député de Saint-Henri—Sainte-Anne pour 15 min 7 s, s'il vous plaît.

**M. Cliche-Rivard :** Merci, M. le Président. Bonjour, Mme la ministre. Bonjour aux collègues. Bonjour à ceux qui nous accompagnent aujourd'hui.

Mme la ministre, dans un article du 15 août dernier, Radio-Canada nous apprenait que l'armée israélienne pourrait recevoir des munitions fabriquées au Québec. En effet, le contrat en question, dont la valeur est estimée à 61,1 millions de dollars américains, prévoit notamment la livraison à Israël de 50 000 obus de mortier fabriqués par la société Général Dynamics, qui a son siège social et son usine de munitions à Repentigny au Québec. La livraison de matériel est prévue pour l'année 2026, selon les documents de l'administration américaine. Depuis cette date, la cour internationale pénale a lancé des mandats d'arrêt contre le président israélien et son ex-ministre de la Défense pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le bilan, à ce jour, à Gaza, c'est 53 000 morts et des milliers et des milliers de déplacés. C'est une catastrophe humanitaire qui s'empire à tous les jours.

Alors, ma question à Mme la ministre : En tant que ministre des Relations internationales du Québec, est-ce que ça vous inquiète qu'on construise des armes au Québec qui vont servir à continuer des exactions commises par un régime sous mandat d'arrêt de la cour internationale pénale?

**Mme Biron :** Merci beaucoup, M. le député de Saint-Henri—Sainte-Anne, pour cette question-là. Je pense qu'il n'y a qu'une seule entreprise au Québec qui fait des munitions, mais le Québec n'a pas le contrôle et le pouvoir de vendre des munitions, des bombes ou quoi que ce soit de létal dans le monde entier, et ce qui se passe à Gaza me préoccupe beaucoup. Je pense qu'il n'y a qu'un seul endroit où on peut se placer, et c'est du côté des civils, et le bien-être des civils me préoccupe autant à Gaza que pour les familles qui ont été éplorées et qui ont perdu des proches dès le début de cette guerre terrible. Je pense que nous avons travaillé, vous et moi, d'ailleurs, ensemble pour avoir une position commune pour que l'Assemblée nationale parle d'une seule voix.

Et, pour revenir à la question de la défense, il est hors de question que le Québec vende ou autorise des armes ou arme un État ou un autre. Le Québec peut produire des moteurs d'avion, peut produire... a des minéraux stratégiques qui peuvent servir à la fabrication de produits de défense, mais le seul qui peut autoriser l'armement ou non d'un État, c'est le gouvernement fédéral, et ils ont des règles d'éthique assez pointues, et je vous dirais, là-dessus, M. le député, que nous n'avons même pas de pouvoir d'influence à ce niveau-là. Les conditions sont extrêmement strictes.

**Le Président (M. Bachand) :** ...s'il vous plaît.

**M. Cliche-Rivard :** Avez-vous tenté ou non, Mme la ministre, de faire pression ou d'envoyer un mémo, d'envoyer une communication à votre homologue fédéral pour lui dire qu'au Québec, là, ça, ça ne passe pas? Parce qu'il y a 78,8 millions de dollars pour des propulseurs d'artillerie. Le Canada a rompu sa promesse de ne pas livrer des armes à Israël. Il y a un contrat militaire de 95 millions. Je peux comprendre, là, que tout ça n'est pas nécessairement 100 % dans vos mains, mais, en tant que ministre des Relations internationales, est-ce que vous vous engagez ici à au moins communiquer la position du Québec à votre homologue fédéral?

**Mme Biron :** Nous avons des enjeux extrêmement importants au Québec. Nous avons des entreprises, des citoyens qui sont dans une période extrêmement difficile avec la géopolitique actuelle, et nous mettons énormément d'efforts, et c'est notre priorité de protéger nos entreprises, de protéger nos citoyens et de s'assurer que l'économie du Québec circule. Pour ce qui est des budgets de défense au sens large, dans un contexte de la nouvelle administration américaine, il y a des fonds, autant en Europe, au Canada, qui seront dégagés pour travailler sur la défense. Il n'y a...

**M. Cliche-Rivard :** ...si vous vous engagez auprès de votre collègue fédéral.

**Mme Biron :** Il n'y a pas... Je n'ai pas de pouvoir et de...

**M. Cliche-Rivard :** ...une lettre, une communication, une demande?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre.

**Mme Biron :** Bien, votre question, elle est très pointue. L'idée, actuellement, c'est qu'en Europe, dans un contexte actuel, international, et où...

**M. Cliche-Rivard** : ...il y a la CPI qui poursuit un régime pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le Québec produit des armes, des armes qui vont se destiner en Israël. Et là vous me dites que vous refusez de faire pression, communication, lettre, un coup de téléphone, à votre homologue fédéral, pour que ça cesse. C'est ça, votre réponse, là?

**Mme Biron** : Le Québec n'a pas le pouvoir et n'envoie aucune arme à l'étranger, quel que soit l'endroit dans le monde où il y a un conflit. Ça passe par le gouvernement fédéral et c'est le gouvernement fédéral qui détermine, selon ses règles d'éthique... et le Québec n'a même pas un pouvoir d'influence. Les règles sont extrêmement précises, et c'est contrôlé par Affaires mondiales Canada.

**Le Président (M. Bachand)** : Merci. M. le député de Saint-Henri—Sainte-Anne.

**M. Cliche-Rivard** : Donc, on ne contrôle pas ce qu'on construit au Québec, M. le Président, et, encore pire, on ne contrôle pas ce qui sort du Québec. On ne contrôle pas les milliers d'obus qui vont se destiner à financer, ou à aider, ou à militariser un régime poursuivi par la CPI. Puis, en plus de ça, vous refusez de décrocher le téléphone pour contacter votre homologue fédéral. C'est bien noté.

La semaine dernière, Mme la ministre, votre collègue à l'Économie soutenait que le secteur de la défense deviendrait une priorité stratégique pour le Québec. Investissement Québec pourra désormais investir l'argent des Québécois dans des projets militaires. Par contre, même date, votre citation à Radio-Canada, vous mentionniez : «Le Québec ne va pas se lancer dans l'armement.» Alors, qui il faut suivre, là, qui il faut écouter, la ministre de l'Économie ou la ministre des Relations internationales?

**Le Président (M. Bachand)** : Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron** : Merci beaucoup. D'abord, le gouvernement fédéral connaît les orientations du Québec à ce niveau-là. Il y a actuellement, dans les mouvements de géopolitique actuelle, une volonté des différents États du monde entier, en fait, membres de l'OTAN, d'atteindre une dépense qui équivaut à 2 % de son PIB. Le Canada, actuellement, est en bas de cette norme-là, je pense, 1,27 % ou 1,3 %, en fait, et s'est donné des objectifs. En Europe, compte tenu de la nouvelle géopolitique, il y a également beaucoup d'argent qui sera investi en défense.

Le Québec n'a pas le pouvoir de vendre des balles, des bombes, des grenades, des fusils, des mitraillettes, des tanks. Mettez ça comme vous voulez, mais le Québec a une expertise, notamment, en aérospatiale, en drones, en intelligence artificielle, et dispose également de différents produits, comme aluminium, acier, nickel, minéraux stratégiques et critiques, et le gouvernement du Québec espère tirer sa part pour... dans cette économie et dans ces dépenses qui auront lieu au cours des prochaines années. L'Europe entend dégager des montants qui vont dépasser les 800 milliards d'euros et il y a également différentes régions de l'Europe qui vont également dégager des sommes colossales.

• (11 h 50) •

**Le Président (M. Bachand)** : Merci beaucoup, Mme la ministre. M. le député de Saint-Henri—Sainte-Anne.

**M. Cliche-Rivard** : ...que je vous comprends, là, puis c'est ça, la position, puis c'est ça qu'Investissement Québec va faire, puis c'est en phase avec votre collègue de l'Économie. Il n'y aura pas d'investissement dans quelque production d'armes. Ce n'est pas ça, la vision du Québec. Là, j'entends que c'est ça que vous dites, là, il n'y aura pas d'investissement, il n'y aura pas d'argent qui mènera à la production d'armes. Est-ce que c'est ça, la position?

**Mme Biron** : On n'a pas le pouvoir de distribuer de l'armement.

**M. Cliche-Rivard** : ...Mme la ministre, là, c'est votre gouvernement.

**Mme Biron** : Le gouvernement du Québec entend contribuer à l'effort d'armement et tirer son... en fait, à l'argent qui sera dépensé en termes de défense. Il y aura énormément d'investissements qui seront faits, et le Québec est équipé pour pouvoir tirer son épingle du jeu et pouvoir jouer un rôle dans cet effort de défense à travers le monde.

**M. Cliche-Rivard** : Vos propos à Radio-Canada : «Le Québec ne va pas se lancer dans l'armement.» Je vous ai demandé d'être précise là-dessus. Oui ou non, c'est vous qui dites la bonne position ou c'est la ministre de l'Économie? Oui ou non, le Québec ne va pas se lancer dans l'armement?

**Mme Biron** : Bien, dans les discussions qu'on a eues, qui... et qui impliquent Investissement Québec, on a été assez clairs et demandé que tout ce qui touche les armes controversées soit exclu.

**M. Cliche-Rivard** : Est-ce qu'on peut avoir ce détail-là? Est-ce que c'est public? Est-ce que vous pouvez le déposer?

**Mme Biron** : Je pense que c'est auprès de la ministre de l'Économie, là. Je pense que vous pourrez avoir les réponses à ce niveau-là.

**M. Cliche-Rivard :** On fera les suivis. Ce que j'entends, donc, c'est un engagement, de la part de la ministre, que le Québec ne financera pas... Là, elle a utilisé le mot «controversé», là, le mot «arme». Pour moi, le mot... Je veux dire, on verra le fin détail, mais on suivra ça de près, parce que, là, il y a... Ce n'est pas clair, entre ce que vous dites puis Mme la ministre de l'Économie, avec tout le respect, là, je... On va suivre ça de près.

Je vous pose une autre question. On sait que vous avez été présente à l'investiture du président américain, Donald Trump. On sait aussi que le président américain a récolté 239 millions de dollars pour sa cérémonie d'investiture. Alors, j'aimerais savoir à combien se chiffre le billet d'entrée pour la ministre du Québec, là, la ministre aux Relations internationales, à un tel événement, où est-ce que vous vous trouviez, combien ce séjour a coûté aux contribuables québécois et à quel ordre a été fait le chèque. Est-ce que c'est un chèque qui est fait au fonds de campagne de M. Trump ou si c'est à l'État américain?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron :** C'est une petite question sympathique, quand même. Non, non, le...

**Une voix :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député de Saint-Jean, non, mais, quand même, je l'ai entendu.

**M. Lemieux :** Je retire.

**Le Président (M. Bachand) :** C'est retiré. Merci. Mme la ministre.

**Mme Biron :** Non, le Québec n'a pas fait de chèque à la campagne de M. Trump, en fait, aucun chèque au parti... au Parti républicain ni au Parti démocrate, entendons-nous là-dessus. Le gouvernement du Québec est invité à l'installation du nouveau président quel qu'il soit, et d'autres ministres avant moi, des Relations internationales, sont allés. La réception d'investissement a lieu à l'ambassade canadienne et le privilège ou, en fait, l'accès qu'on peut avoir en participant à cette réception-là, c'est que des centaines de personnes sont invitées, et il y a des lobbys américains ainsi que les lobbys canadiens et québécois qui sont présents.

Alors, moi, mon rôle... je n'ai pas été invitée au Capitole. Je pense, la réception a eu lieu dehors cette année. Mais moi, j'ai été invitée à l'ambassade canadienne et je pense que c'était extrêmement important que le Québec soit présent, particulièrement pour cette réception-là, pour pouvoir discuter avec les lobbys américains de l'aluminium, les lobbys américains de l'acier, de l'aérospatiale, de l'alimentation, de l'agriculture.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député.

**M. Cliche-Rivard :** ...canadienne, il n'y a pas de billet d'entrée, là. Vous êtes la bienvenue dans l'ambassade canadienne sans problème.

**Mme Biron :** Ils m'ont fait ça gratuitement.

**M. Cliche-Rivard :** Génial! Donc, on a le total du voyage? On sait combien ça a coûté aux contribuables québécois?

**Mme Biron :** Est-ce que je le sais? Oui, j'imagine, là, j'imagine.

**M. Cliche-Rivard :** ...à le déposer?

**Mme Biron :** Bien, en tout cas, c'est... Généralement, je m'arrange pour ne pas que ça coûte trop cher, c'est-à-dire qu'on est quand même conscients que...

**M. Cliche-Rivard :** Parfait. Donc, on va prendre l'engagement du dépôt.

**Mme Biron :** Je ne voyage pas avec trop de monde et j'y vais en classe générale.

**M. Cliche-Rivard :** Parfait.

**Mme Biron :** On me dit que je n'ai même pas couché à Washington. J'ai couché à Baltimore, justement, pour économiser certains frais.

**M. Cliche-Rivard :** Donc, vous pourrez juste déposer le détail, Mme la ministre. C'est bon?

**Mme Biron :** Si vous voulez des détails, oui, je pense qu'on devrait être capables de vous fournir ça.

**M. Cliche-Rivard :** Parfait, c'est beau. Merci.

**Le Président (M. Bachand) :** Parfait, merci, à la commission. Merci. M. le député.

**M. Cliche-Rivard :** ...Mme la ministre, puis je vous remercie de répondre rapidement comme vous le faites. J'aimerais savoir à combien de funérailles de dignitaires étrangers vous avez assisté depuis le début de votre mandat.

**Mme Biron :** Un.

**M. Cliche-Rivard :** Lequel?

**Mme Biron :** Bien, est-ce que... oui, c'est un chef d'État, le chef du Vatican.

**M. Cliche-Rivard :** Puis pourquoi, là, c'était important pour vous d'être là précisément?

**Mme Biron :** Bien, je pense que les Québécois... Je pense que la religion catholique a fait partie de l'histoire moderne, a contribué à l'histoire moderne du Québec, et que les Québécois sont attachés à leur patrimoine, à leur histoire. Il y avait plusieurs chefs d'État qui étaient là, même des chefs d'États laïques. Alors, je pense que cette présence-là a été appréciée des Québécois, en tout cas, si je me fie à ce que j'ai entendu sur le terrain, parce que, quand je suis revenue, je suis allée dans ma circonscription puis j'ai continué à faire du terrain, et les gens étaient heureux qu'on soit là pour représenter le Québec lors des funérailles du pape.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. M. le député, s'il vous plaît.

**M. Cliche-Rivard :** ...avec égards, là, Mme la Présidente... M. le Président, que je trouve ça particulièrement spécial, là, que le Québec... le seul événement, le seul... la seule cérémonie, les seules funérailles auxquelles vous avez assisté, c'est... Dans un contexte, là, où votre gouvernement se fait le porte-étendard d'une fameuse laïcité, là, je trouve ça particulier. Combien ça a coûté, ça, à l'État québécois, votre...

**Mme Biron :** Mais pourquoi est-ce que vous trouvez ça particulier? Parce que le président Macron, qui est à la tête d'un...

**M. Cliche-Rivard :** Bon, je vous pose... c'est moi qui vous pose des questions. C'est moi qui pose les questions, M. le Président.

**Mme Biron :** Le président Macron, qui est à la tête d'un état laïque, était là.

**M. Cliche-Rivard :** Merci, Mme la présidente. Je voudrais savoir combien ça a coûté... Combien ça a coûté aux contribuables?

**Le Président (M. Bachand) :** J'ai une nouvelle à vous annoncer. On ne vous entend pas. Alors donc, c'est une personne à la fois, s'il vous plaît. Madame...

**M. Cliche-Rivard :** ...en période de crédits, avec égards, Mme la ministre.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député.

**M. Cliche-Rivard :** Combien ça a coûté aux fonds publics québécois, votre présence et celle de la délégation aux funérailles du pape?

**Mme Biron :** Écoutez, on se donne rendez-vous aux crédits de l'année prochaine.

**M. Cliche-Rivard :** Non, non, il me reste encore du temps. Vous allez répondre. C'est votre obligation.

**Mme Biron :** Oui, mais ça ne fait pas partie des crédits de cette année, mais j'imagine que...

**M. Cliche-Rivard :** Donc, vous ne voulez pas répondre aux parlementaires, Mme la ministre. C'est ce que je comprends?

**Le Président (M. Bachand) :** M. le député, on fait attention. On fait attention.

**M. Cliche-Rivard :** ...très ouvertement.

**Le Président (M. Bachand) :** On doit prendre la parole...

**M. Cliche-Rivard :** Je vous pose une question comme parlementaire.

**Mme Biron :** Je pense que je ne les ai pas, les coûts, là, mais je peux vous dire que je suis allée, moi, avec ma cheffe de cabinet. On a été là au plus...

**M. Cliche-Rivard :** Est-ce que vous vous engagez à déposer les coûts, Mme la ministre?

**Le Président (M. Bachand) :** Il reste 30 secondes.

**Mme Biron :** ...dans la transparence, et on ne cachera pas ces coûts-là.

**M. Cliche-Rivard :** Donc, oui, un engagement, ce sera...

**Mme Biron :** Bien, ça va être... Là, c'est parce que je ne veux pas m'engager dans la semaine prochaine, là, mais, je veux dire, ça va être diffusé...

**Le Président (M. Bachand) :** Donc, il n'y a pas d'engagement. M. le député, il reste 17 secondes.

**M. Cliche-Rivard :** Vous en parlez, là, sur le respect des réponses puis la reddition de comptes. Je note qu'à peu près 60 % de nos questions n'ont pas été répondues. Donc, je vais vous inviter à revoir ça, là. L'ensemble des questions sont pertinentes puis 60 % des questions des oppositions... de la deuxième opposition n'ont pas été répondues. Donc, je vous inviterais à regarder votre cahier de crédits.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Merci beaucoup.

**Une voix :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** S'il vous plaît! Alors, M. le député de l'Acadie pour 15 min 7 s, s'il vous plaît.

**M. Morin :** Merci, M. le Président. Dans les renseignements généraux, les réponses que nous avons obtenues, à l'opposition officielle, j'attire votre attention sur les déplacements hors Québec dans le cadre de l'étude... C'est la... Je vais essayer de vous retrouver la question, c'est un de neuf, c'est au début du cahier. Il y a le ministre délégué à l'Économie qui s'est rendu au Consumer Electronics Show, à Las Vegas, pour un montant de 6 465,30 \$.

Est-ce que vous pouvez m'expliquer, d'abord, la pertinence, et, deuxièmement, qu'est-ce que ça a rapporté pour le Québec? Parce que, quand je le lisais, là, ce n'était pas évident pour moi.

• (12 heures) •

**Mme Biron :** Je peux difficilement répondre pour le ministre délégué à l'Économie. Je pense que, si vous voulez avoir ce détail-là, c'est à lui qu'il faudrait poser la question, là. Moi, je vais répondre pour mes missions à moi, mais je pense que la question doit être adressée à la bonne personne, si vous voulez avoir la bonne réponse.

**M. Morin :** Sauf que... Si vous permettez, M. le Président, c'est que l'information, on la retrouve dans vos crédits, Mme la ministre. Alors, c'est comme ça que moi, comme député de l'opposition, je suis alerté. Et vous n'avez peut-être pas la réponse ce matin, mais est-ce que vous vous engagez à fournir à la commission une réponse concernant ce déplacement-là au Consumer Electronics Show à Las Vegas?

**Mme Biron :** Ça va nous faire plaisir de vous faire un suivi là-dessus, mais j'aimerais quand même vous souligner une chose sur les missions...

**Le Président (M. Bachand) :** ...à la commission. Merci beaucoup. Merci.

**M. Morin :** Parfait, excellent, merci. Merci beaucoup, M. le Président.

**Le Président (M. Bachand) :** Oui, Mme la ministre.

**M. Morin :** Autre question pour Mme la ministre...

**Le Président (M. Bachand) :** Peut-être juste, M. le député... Mme la ministre, avez-vous quelque chose à rajouter rapidement sur ça?

**Mme Biron :** Oui. Je voudrais juste vous souligner que les missions de tous les membres du Conseil des ministres et fonctionnaires, en 2024-2025, ont coûté un total de 806 000 \$, ce qui est en baisse par rapport à 2023-2024 et en baisse par rapport à 2022-2023. Et les missions... Je dirais, dans la dernière année, compte tenu de la situation géopolitique et de l'inquiétude des Québécois à l'égard de la situation internationale, nous avons été très parcimonieux, et nous avons vraiment choisi les missions les plus importantes, et, compte tenu de l'importance des fonds publics, on a fait bien attention de se limiter au minimum.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de l'Acadie.

**M. Morin :** Merci. Merci, M. le Président. Alors, bien, justement, autre question sur un autre voyage, celui-ci, c'est la ministre de l'Économie à Davos, en Suisse, pour un montant de 47 166,45 \$. Est-ce que vous pouvez m'en dire davantage? Évidemment, il y a une réunion annuelle au forum économique. Qu'est-ce que ça a rapporté pour le Québec? Êtes-vous au courant? Parce que, là, c'est quand même une somme, quand on regarde l'ensemble des voyages, qui est beaucoup plus élevée que les autres.

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre.

**Mme Biron :** Ça me fait un peu de peine parce que je suis obligée de vous répondre la même chose que tout à l'heure : c'est à la ministre de l'Économie qu'il faut poser cette question-là. Ils ont... Ils prennent leurs propres décisions, et c'est à elle qu'il faut poser la question.

**Le Président (M. Bachand) :** M. le...

**M. Morin :** Si vous permettez — merci, M. le Président — comme je vous disais tout à l'heure, Mme la ministre, c'est dans votre cahier de crédits qu'on a trouvé ces sommes-là et, parmi tous les voyages, c'est le montant de loin qui est le plus important, ce qui a d'ailleurs attiré mon attention. Alors, je comprends que vous vous engagez envers la commission à fournir, éventuellement... Puis moi, ce qui m'intéresse surtout, c'est les retombées de ça, qu'est-ce que ça a rapporté pour le Québec.

Maintenant, on va...

**Le Président (M. Bachand) :** Vous avez... Est-ce que j'ai un engagement de la ministre ou non?

**Mme Biron :** Oui, mais plus ça... c'est parce que chaque mission a ses objectifs, et Davos, c'est quand même un grand forum économique. Alors, elle est certainement capable d'expliquer. Elle est tout aussi consciente que moi de la situation des... de la façon dont on dépense l'argent public.

Alors, je pense qu'il faut faire attention quand on fait des déclarations gratuites, là, en disant : Bien, ça, ça a coûté plus cher. Mais peut-être qu'il y a de très bonnes raisons.

**M. Morin :** Bien là, écoutez, M. le Président, là... Désolé, là, M. le Président...

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, juste...

**Mme Biron :** Alors, si vous voulez avoir les détails là-dessus...

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, il faut prendre la parole du député. Alors, il faut faire attention. Et je comprends qu'il n'y a pas d'engagement de revenir à la commission avec la réponse de la ministre l'Économie. Alors, M. le député de l'Acadie, s'il vous plaît.

**M. Morin :** Merci, M. le Président. Donc, maintenant, francophonie économique, il y a eu le Sommet de la Francophonie. C'était en France, si mon souvenir est bon, c'était à Villers-Cotterêts. Quels sont les engagements concrets, les réalisations qui ont été pris par le Québec pour évidemment renforcer sa position dans le monde au niveau de la Francophonie? Et est-ce qu'il y a des engagements ou des marchés dans d'autres pays, au niveau économique, qui ont été ouverts ou qui ont été discutés dans le cadre de ce sommet-là?

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup, M. le député. Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron :** Merci beaucoup. Ça, c'est... Écoutez, c'est très important, le travail qu'on a fait, le Québec, au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie. Pour le sommet de Paris, Villers-Cotterêts, c'étaient les deux endroits, j'étais accompagnée avec le... du premier ministre... bien, en fait, j'accompagnais le premier ministre, et le Québec a joué un rôle de leader dans ce virage économique au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie. Nous avons d'ailleurs organisé plusieurs missions économiques en parallèle, et c'est l'objectif, de faire davantage affaire avec des gens du milieu de la Francophonie. Le Québec est une petite goutte d'eau francophone entourée d'un océan d'anglophones. Alors, pour survivre et pour se rendre plus fort, il faut renforcer nos échanges avec la Francophonie internationale. C'est un marché substantiel, c'est un marché important.

L'année dernière... et d'ailleurs, lors du sommet, il y avait, en marge de ce sommet, une mission économique, et je peux vous dire que plusieurs entrepreneurs, dans la dernière année, québécoises... québécois, plusieurs entrepreneurs québécois, ont découvert les vertus de la Francophonie et de l'échange en francophonie. Plusieurs ont augmenté leurs échanges, et c'est un grand succès. Et je pense qu'il faut continuer...

**M. Morin :** Oui. Alors, merci... merci, M. le Président.

**Mme Biron :** ...à taper sur ce clou-là.

**M. Morin :** Ma question, c'étaient des engagements concrets ou des projets concrets qui ont mieux positionné le Québec dans la Francophonie. Alors, ce que j'aimerais avoir de vous, Mme la ministre, ce sont des cas concrets. Quel a été le résultat concret de ce sommet?

**Mme Biron :** Bien, écoutez, je vais... Il y a... Comme je vous le dis, il y a deux piliers à notre action. D'abord, l'économie, et je peux vous nommer certaines entreprises québécoises qui ont bénéficié du réseau francophone. Je pense à ComediHa!, par exemple, où le P.D.G. fait de plus en plus affaire dans la francophonie et qui m'a dit : Vous savez, moi, j'ai découvert la francophonie, c'est plaisant de travailler en français, et j'ai augmenté mes échanges spécifiquement dans la Francophonie.

Je peux vous nommer d'autres entreprises du même type, mais je veux également parler du pilier plus culturel, qu'est-ce qu'on fait pour notre francophonie. Vous savez que nous travaillons très fort au sein de l'UNESCO pour qu'on ajoute à la convention de 2005, qui a été adoptée par le gouvernement libéral sur la diversité culturelle, nous travaillons très fort pour qu'on adjoigne un protocole pour que cette convention-là puisse s'étendre au numérique. Alors, il y a un travail important qui se fait du ministre de la Culture, mais également du premier ministre. Et nous avons, lors de ce sommet, invité les ministres de la Francophonie à venir au Québec au mois de mai, et ce rassemblement des ministres de la Culture aura bel et bien lieu à Québec à partir du 20 mai. Et nous avons, au moment où on se parle, une trentaine de confirmations de ministres de la Culture, au niveau international, qui se rendront dans la capitale nationale, à Québec, pour qu'on puisse discuter des différents axes pour faire rayonner notre culture et la Francophonie.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. M. le député de l'Acadie.

**M. Morin :** Merci. Merci, M. le Président. Donc, j'ai écouté votre réponse, Mme la ministre, donc, je comprends, il n'y a rien de concret pour le secteur de l'aluminium, l'hydroélectricité, l'aéronautique, rien de concret qui a été signé ou négocié à Paris dans le cadre de ce colloque ou de ce congrès.

J'ai une autre question pour vous, parce que vous avez fait référence au numérique. Renseignements généraux, 10... question 10, concernant l'hébergement de données en infonuagique pour votre ministère : Ces données-là sont stockées où?

**Mme Biron :** Je ne sais pas.

**M. Morin :** Vous ne le savez pas?

**Mme Biron :** Non.

**M. Morin :** Donc, vous ne savez pas si les renseignements... Évidemment, votre ministère a des renseignements sensibles. Est-ce qu'ils sont stockés dans un nuage au Canada, au Québec, aux États-Unis? Qui a accès à ces données-là? Parce que vous comprendrez qu'il en va de notre diplomatie internationale.

• (12 h 10) •

**Mme Biron :** M. le député, je suis incapable de vous... de répondre à cette question-là.

**M. Morin :** D'accord. M. le Président, je vais me tourner vers vous. Est-ce qu'on peut avoir un engagement de Mme la ministre de nous fournir les renseignements?

**Le Président (M. Bachand) :** C'est à la ministre de prendre son engagement de fournir l'information ou pas.

**Mme Biron :** Bon, on me dit que c'est... je ne peux pas m'engager à répondre à cette question-là, c'est une information qui est gouvernementale. Je pense que vous pouvez vous adresser au ministre de la Cybersécurité. Je pense que c'est là, que les données sont là. Honnêtement, ce n'est pas la première question que j'ai sur ma liste, là.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de l'Acadie.

**Mme Biron :** Moi, je sais qu'il y a des mesures de sécurité qui se prennent, parce que je le vois bien, moi, dans mon univers personnel, là, mais je ne peux pas vous dire où les données du ministère sont stockées.

**M. Morin :** Mais vous comprenez, Mme la ministre... puis j'écoute votre réponse attentivement, là, vous dites que ce n'est pas la première question sur votre liste, on a des diplomates québécois, des fonctionnaires québécois qui voyagent aux États-Unis. Et ce qu'on entend... hein, je n'ai pas passé les douanes américaines récemment puis je n'ai pas l'intention de les passer dans un avenir rapproché non plus. Ceci étant dit, on nous dit qu'il y aurait peut-être plus de contrôles, il y aurait peut-être plus de fouilles dans des cellulaires de fonctionnaires.

Alors, quelles sont les mesures que vous prenez pour vous assurer que, quand nos fonctionnaires voyagent et qu'ils passent la frontière, il n'y a pas personne qui va prendre des renseignements sensibles auxquels vous avez de besoin pour faire votre travail en matière de relations internationales?

**Mme Biron :** Sincèrement, M. le député de l'Acadie, il y a des mesures de sécurité importantes au gouvernement, il y a des règles d'éthique, des façons de faire pour s'assurer de protéger les renseignements sensibles au gouvernement,

mais ce n'est pas mon rayon, alors c'est extrêmement difficile pour moi de répondre à ces questions-là. Je pense que votre question est bonne pour le MCN ou le MSP, mais honnêtement, moi, aux Relations internationales, ce n'est pas la première chose, là... On a des règles d'éthique sur les bons fonctionnements, sur les bonnes habitudes et on les suit. Mais, bon, je pense qu'il y a des gens beaucoup plus habilités que moi pour répondre à ces questions-là.

**M. Morin :** Mais, dans nos délégations du Québec à l'étranger, la responsabilité qu'on a, que vous avez des employés, c'est vous qui l'avez ou c'est un autre ministère?

**Mme Biron :** C'est moi qui l'a.

**M. Morin :** C'est vous qui l'avez. Donc, quand vos fonctionnaires, à l'étranger, se promènent avec des appareils informatiques, forcément, quelles sont les mesures que vous avez en place pour vous assurer que personne ne va être en mesure, évidemment, d'avoir accès à ces données? Il me semble que ça relève de vous. Alors, quelles sont les procédures que vous avez en place? Et est-ce qu'il y a quelque chose qui a changé depuis l'élection du président américain?

**Mme Biron :** Il existe des mesures, et nos délégués sont régulièrement formés sur les normes et les bonnes habitudes, les bonnes pratiques pour s'assurer de protéger l'information qu'ils stockent ou qu'ils ont en leur possession. Est-ce que je peux vous donner le détail? Non. Je ne le connais pas, le fin détail, mais je sais qu'ils sont régulièrement formés pour s'assurer de protéger les données.

Et c'est la même chose pour moi et pour mon équipe au cabinet. Tout le monde se promène avec des données sensibles, et on est bien conscients de ça. Ce n'est pas propre aux relations internationales, c'est un effort qui est gouvernemental. Et tout le monde, quel que soit son niveau, doit pouvoir protéger des informations sensibles. Et il y a des mesures en place, des moyens, des bonnes pratiques que nous suivons le plus possible à la lettre.

**M. Morin :** Je vous remercie, M. le Président.

Maintenant, j'ai quelques questions relativement à l'office de la jeunesse. Si j'ai bien lu, dans le budget, il est mentionné qu'au cours des prochains mois le gouvernement transformera la gouvernance de l'offre de services en matière de mobilité internationale des jeunes en intégrant les activités de l'office au sein du ministère des Relations internationales et de la Francophonie. Quelles sont les raisons qui motivent cette réorganisation structurelle?

**Le Président (M. Bachand) :** Rapidement, Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron :** C'est important, par moment, de faire du ménage. Il y a des pratiques qui durent depuis très longtemps, et, des fois, on veut simplifier les choses et même les améliorer. Et, dans ce cas-ci, c'est justement de simplifier la structure administrative et de bonifier l'offre. Ce programme-là permet à des jeunes de faire des stages intéressants et importants.

Moi, j'aimerais qu'on aille plus loin, et c'est exactement dans cette optique-là que nous pensons que c'est le temps de simplifier les structures administratives et d'avoir un meilleur contrôle sur ce qui se fait pour en faire plus et pour permettre aux jeunes de profiter de ces programmes-là de façon plus importante.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup, Mme la ministre. M. le député de Jean-Talon pour 4 min 55 s, s'il vous plaît.

**M. Paradis :** Bonjour à vous et à toute votre équipe. Vous êtes, en quelque sorte, Mme la ministre, la cheffe de la diplomatie québécoise. J'imagine que le premier ministre, avant de proposer une stratégie face aux États-Unis, consulte votre ministère, vous consulte, vous. J'aimerais savoir si vous êtes d'accord avec la stratégie de notre premier ministre, qui est de négocier immédiatement l'ACEUM et de commencer en faisant des grosses concessions pour l'aéronautique, le bois et l'aluminium. Qu'est-ce que notre diplomatie québécoise pense de ça?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron :** C'est extrêmement difficile pour les entreprises du Québec et même pour les citoyens, actuellement, de vivre avec les déclarations de l'administration Trump. L'incertitude, c'est notre pire ennemi. Les entreprises au Québec sont capables de vivre avec des tarifs ou avec des mesures. Je pense que le Québec... Depuis le temps que Québec fait affaire avec les Américains, on est... on a vécu plusieurs mesures protectionnistes et on a su négocier. Mais actuellement on est dans une situation d'imprévisibilité, et l'impression qu'on a, à ce moment-ci, c'est que, si on révisé l'accord de libre-échange rapidement, et qu'on se donne un cadre, et que le président américain ainsi que le Mexique, qu'on s'entend tous sur les règles et les données...

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de Jean-Talon.

**Mme Biron :** ...on va réussir à amener un peu plus de stabilité dans le système.

**M. Paradis :** C'est drôle parce que, quand je pose cette question-là, depuis des semaines, je n'ai jamais de réponse. Je ne l'ai pas de la ministre de l'Économie puis je ne l'ai pas de votre part. Je ne vous parle pas des déclarations de Donald Trump, je vous parle des déclarations du premier ministre du Québec, qui, selon le Parti québécois, crée lui-même de l'incertitude en disant à Washington que sa première... son premier objectif, c'est de faire des grosses concessions dans le bois, l'aluminium et l'aéronautique. Et, en plus, il menace notre secteur de l'aluminium d'une surtaxe.

Qu'est-ce que notre diplomatie québécoise pense de cette stratégie? Est-ce que vous êtes d'accord? Est-ce que nos représentants à Washington sont en train de parler actuellement de grosses concessions du Québec dans le bois, l'aluminium et l'aéronautique?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre.

**Mme Biron :** Notre objectif, c'est de protéger les intérêts du Québec, de s'assurer que nos secteurs soient protégés et que nos relations avec nos voisins américains soient bonnes. Actuellement, plusieurs ministres, et moi-même, et le premier ministre avons occupé le territoire américain. Nous avons d'ailleurs déployé plus d'effectifs pour s'assurer qu'on puisse faire la diplomatie nécessaire. Mais nous protégeons nos secteurs et nous voulons négocier rapidement pour amener un climat de stabilité et pouvoir poursuivre nos relations avec les Américains qui le souhaitent, M. le député.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député de Jean-Talon.

**M. Paradis :** Il nous reste peu de temps. Vous dites : Il faut protéger. Est-ce que, pour vous, la protection du secteur du bois, de l'aluminium et de l'aéronautique passe par l'offre faite au gouvernement américain, à Donald Trump, de faire des grosses concessions dans ces trois secteurs-là? C'est ce que notre premier ministre a dit, un.

Et deuxièmement, est-ce que vous êtes d'accord avec moi que, la dernière fois, l'ACEUM, ça a pris trois ans et demi à négocier, et Donald Trump a mené une guerre tarifaire avec ses partenaires avec qui il négociait à l'époque, donc que ce n'est pas nécessairement ça qui ramène de la stabilité? Est-ce que vous êtes d'accord avec moi que c'est ça qui s'est passé lors de la négociation de l'ACEUM?

**Mme Biron :** Ce qui est important, M. le député, c'est d'avoir un cadre de référence pour nos entreprises et pour nos citoyens. Et quand moi, je vais aux États-Unis, je rencontre des entrepreneurs, et il y a beaucoup de gens qui veulent continuer à travailler avec nous. Dans tous les secteurs, l'aérospatiale, l'aéronautique, en... dans le secteur de l'aluminium, de l'acier, il y a un intérêt important. Je pense que ce qu'il faut faire, c'est stabiliser notre situation, et nous travaillons... Le Québec fait son travail. Le premier ministre du Canada revient des États-Unis. Il y a une rencontre, d'ailleurs, avec les provinces, et le premier ministre du Québec doit y participer ce midi.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Il reste 40 secondes. M. le député de Jean-Talon.

**Mme Biron :** Alors...

**Le Président (M. Bachand) :** Excusez-moi, Mme la ministre. Il reste 40 secondes. M. le député de Jean-Talon.

**M. Paradis :** Pouvez-vous nous confirmer aujourd'hui que nos représentants dans les délégations du Québec aux États-Unis ne sont pas, actuellement, en train d'offrir des grosses concessions pour le bois, l'aéronautique et l'aluminium, contrairement à ce que le premier ministre a dit? Pouvez-vous nous confirmer qu'actuellement il n'y a... ce n'est pas ça qu'on fait?

• (12 h 20) •

**Mme Biron :** Actuellement, nos représentants, nos chefs de poste aux États-Unis — nous en avons neuf — font des efforts importants de diplomatie pour protéger le Québec contre les tarifs qui sont imposés actuellement.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup. M. le député d'Acadie pour 13 min 26 s, s'il vous plaît.

**M. Morin :** Merci, M. le Président. Maintenant, j'aimerais attirer votre attention, Mme la ministre, dans le cahier des renseignements particuliers de l'opposition officielle, à la question RP-12. Donc, on avait demandé, en ventilation détaillée par postes budgétaires, les dépenses. Il y a des représentations du Québec à l'étranger. Il y a Philadelphie. Je comprends que c'est 5,9 milliers de dollars, si je lis bien. Cependant, quand on regarde à la question RP-13, sur les effectifs par catégorie, et qu'on regarde les bureaux aux États-Unis, Philadelphie n'est pas là. Alors, c'est ce que... c'est parce qu'on n'a pas d'antenne, pas de bureau, pas rien? Et comment, à ce moment-là, on explique cette dépense pour Philadelphie en lien avec les représentations du Québec à l'étranger?

**Mme Biron :** Bien, vous avez raison, M. le député de l'Acadie, nous avons procédé à un redéploiement de nos effectifs et de nos bureaux aux États-Unis. Le bureau de Philadelphie... en fait, le bureau, c'était une antenne, et cette antenne-là était inactive. Alors, on a décidé... on a fait un choix, on a redéployé notre action, en fait, aux États-Unis. On a rajouté 14 effectifs, au cours de la dernière année, aux États-Unis et nous avons ouvert un bureau à Seattle. L'objectif... Bien, c'est le siège social de Costco, Microsoft, Amazon, alors nous estimions que c'était beaucoup plus rentable d'ouvrir un bureau à Seattle.

Et je souhaitais également, dans le contexte de la géopolitique actuelle, m'assurer qu'on ait plus de force de frappe dans la capitale, à Washington D.C., mais également à Miami, en Floride, qui est un fief républicain maintenant. Nous étions déployés notamment en Californie et un peu partout aux États-Unis, mais nous n'avions pas de bureau important à Miami. Alors, nous avons rehaussé le bureau de Miami au niveau de délégations et nous avons également rehaussé le bureau de Washington D.C. au niveau de délégation.

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. M. le député d'Acadie.

**M. Morin :** Parfait. Merci, M. le Président. Autre question, cette fois-ci dans les Renseignements généraux, la question 09, je reviens à l'infonuagique, qui est la modernisation des systèmes informatiques. Alors, on a demandé, pour chaque projet de développement informatique, le nom, la nature, l'échéancier, les firmes associées au développement... Et donc les réponses qu'on a reçues pour a, b, d, e, f, g, h et i, donc les questions a, le nom du projet, la nature du projet, les plus récentes évaluations; f, les coûts engendrés; g, l'estimation des coûts; et i, le pourcentage de réalisation à ce jour, ce que vous nous répondez, c'est d'aller voir sur le tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante.

Quand on est allé voir à l'adresse, et je ne sais pas si vous l'avez vu, mais, le tableau de bord, tout ce que ça dit, c'est : Projets actifs: 211; coût total: 2,4 milliards; durée: 55 mois. C'est tout. Et moi, j'avais des questions, comme député de l'opposition officielle, là-dessus. Quand je vais voir le tableau de bord, non seulement ça ne répond pas aux questions, mais la référence que vous nous faites ne nous aide pas.

Alors, est-ce que, Mme la ministre, vous pouvez, vous et votre ministère, vous engager à répondre à ces questions-là pour nous et ne pas nous référer au tableau de bord, qui, avec respect, ne dit rien?

**Le Président (M. Bachand) :** Merci. Mme la ministre.

**Mme Biron :** Bon, écoutez, ça me blesse un peu que vous posiez ces questions-là parce qu'on a quand même 34 bureaux dans 19 pays, et il se fait beaucoup de choses au niveau international. Le Québec a un des réseaux internationaux pour un gouvernement infranational le plus puissant dans le monde, puis vous me demandez des questions sur la sécurité informatique. C'est certain que c'est important, la sécurité informatique, puis le MCN est en mesure de nous fournir les outils nécessaires. Et je peux vous dire que moi, personnellement, ainsi que mon équipe, on est constamment... on met à jour nos outils de travail, mais...

**Le Président (M. Bachand) :** Parfait. Merci beaucoup. M. le député d'Acadie. M. le député de l'Acadie.

**Mme Biron :** ...

**Le Président (M. Bachand) :** S'il vous plaît, Mme la ministre. M. le député d'Acadie.

**M. Morin :** Si vous me permettez, M. le Président, c'est que ce n'est pas moi qui a répondu ça, M. le Président, c'est le ministère de madame. Alors, de deux choses l'une : ou bien on répond comme il faut, parce que nous, ça nous intéresse... Mais, écoutez, ce n'est pas moi qui a répondu ça, là, c'est le gouvernement. Alors, moi, maintenant, j'aimerais ça que le gouvernement m'informe de cette question-là, que j'estime pertinente et légitime, que nous avons posée. Ce n'est pas plus compliqué que ça, M. le Président. Alors, j'espère que Mme la ministre et son ministère vont être capables de nous transmettre ces informations-là.

Maintenant, M. le Président, j'attire également l'attention de Mme la ministre dans les renseignements particuliers, la question 24. Alors, on demandait une copie du calendrier des activités du ministère et de la ministre pour 2024-2025, les activités prévues : Préciser les événements internationaux auxquels la ministre a participé ou... participeront directement. La réponse que nous obtenons, M. le Président, c'est : «La réponse à cette question est non pertinente à l'étude des crédits.» On parle de relations internationales.

Moi, j'aurais des questions à poser à Mme la ministre sur ce qu'elle a fait. Mme la ministre nous parlait de l'importance de notre réseau diplomatique. Je le crois, je sais que ces gens-là travaillent fort, mais qu'on nous réponde que c'est non pertinent à l'étude des crédits, sincèrement, je ne le comprends pas.

Alors, est-ce qu'on peut me donner, s'il vous plaît, M. le Président, des renseignements supplémentaires?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron :** O.K. Vous voulez savoir les activités, un aperçu de mon agenda?

**M. Morin :** Oui. Votre copie... bien, les événements internationaux auxquels vous avez participé ainsi que des membres du conseil exécutif, des membres de votre ministère, puis qu'est-ce que ça a rapporté pour le Québec.

**Mme Biron :** Bien, écoutez, ça va me faire un énorme plaisir de vous déposer ça. Honnêtement, non seulement, moi, je participe à différents événements, mais, bon, vous avez mentionné quelques ministres aussi, mais aussi nos délégués, ils occupent le terrain amplement et ils n'en manquent pas beaucoup.

Alors, moi, je pense qu'on peut vous... Je suis un peu étonnée, là, que vous n'ayez pas cette information-là, parce que moi, mon agenda, il est public, puis le détail de mes missions, c'est public. Puis honnêtement, je m'assure qu'on remplit très bien les agendas. Alors, on va vous donner tout ça, là...

**M. Morin** : Très bien, parce que...

**Le Président (M. Bachand)** : Donc, vous faites un engagement vis-à-vis la commission. Merci beaucoup.

**Mme Biron** : Bien oui.

**Le Président (M. Bachand)** : M. le député de l'Acadie.

**M. Morin** : Merci, M. le Président. Autre question, dans les renseignements particuliers de l'opposition officielle, à la question RP-38, dans notre cahier, on voulait savoir, pour 2024-2025, l'état d'avancement concernant les échanges économiques avec les autres pays, notamment l'objectif de doubler les exportations avec la France. Et vous vous rappellerez, M. le Président, si mon souvenir est bon, c'était un engagement du premier ministre de faire en sorte que nos délégations à l'étranger aient un volet plus économique. Alors, on demande ça parce que c'est important, puis moi, je voudrais en discuter avec la ministre. On nous répond : «La réponse à cette question est non pertinente à l'étude des crédits.» Et j'avoue, Mme la ministre, avec respect, je ne comprends pas, parce qu'il me semble que, s'il y a quelque chose de pertinent, c'est celle-là. Et on nous a répondu ça à plusieurs reprises.

**Mme Biron** : ...je vais vous répondre avec un grand plaisir.

**M. Morin** : Très bien. Excellent. Je vous écoute.

**Mme Biron** : Bon, d'abord, les échanges économiques du Québec à l'international, c'est 250 milliards de dollars. J'arrondis pour fins de discussion. Vous me pardonnerez sur les détails, mais on pourra... Si vous voulez aller dans les détails, on trouvera bien le moyen de s'organiser. 250 milliards de dollars, la moitié de ces échanges-là, au-dessus de 125 milliards de dollars, c'est avec les Américains. Pour ce qui est des exportations, ça a été beaucoup plus important, pour deux raisons, je vous dirais, essentiellement à cause de la guerre en Ukraine, qui a fait que l'économie en Europe s'est contractée et que le vent était doux et chaud pour les échanges avec les États-Unis. Alors, nous avons augmenté nos exportations aux États-Unis. La situation actuelle nous fait réviser notre posture et fait réviser aussi la posture des Européens.

Alors, l'année dernière, les échanges avec l'Europe, spécifiquement, ont tourné autour de 40,3 milliards de dollars, en hausse de 6,4 %. Alors, c'est un travail qui évolue. Maintenant que la circonstance géopolitique est en changement, les priorités que nous avons, c'est de diversifier nos échanges. Alors, nous avons comme priorités de travailler d'abord au Canada, mais en Europe également. Et je le disais un peu plus tôt, l'Union européenne va faire un effort important en termes de défense. Et nous, nous avons nos entrées dans plusieurs régions en Europe et nous avons l'intention d'insister. Et déjà le travail a commencé à ce niveau-là, et on espère ouvrir un nouveau bureau en Europe au cours de la prochaine année et de pouvoir continuer à avoir des échanges en augmentation.

• (12 h 30) •

**Le Président (M. Bachand)** : Merci beaucoup. M. le député de l'Acadie.

**M. Morin** : D'ailleurs, quand vous parlez du nouveau bureau, est-ce que vous réferez à celui de Stockholm?

**Mme Biron** : Oui, je réfère effectivement à celui de Stockholm. Le bureau, il est budgété dans le dernier budget. Ça va se faire... et, c'est prévu, on n'aura pas besoin de fonds supplémentaires pour installer ce bureau-là.

**M. Morin** : Bien, parce que, justement, dans le cahier des crédits, quand on a posé des questions... et vous irez voir, sur le bureau de Stockholm, on nous a répondu qu'il y a plusieurs informations qui n'étaient pas disponibles et on a... vous avez invoqué des dispositions de la loi sur l'accès à l'information, et pourtant c'est dans la sphère publique, vous l'avez dit dans une conférence. Donc, là aussi, j'ai eu un peu de difficulté à avoir de l'info, mais qu'importe.

Réponse 43 dans notre crédit... dans notre cahier de crédits, on a posé une question sur les missions virtuelles réalisées en 2024-2025. Vous répondez ou votre ministère répond : «Aucune mission virtuelle n'a été effectuée.» Pourtant, quand on va voir les réponses à la question 21 dans le même cahier, on parle de réunions du Bureau de Conférence des ministres, et là c'est virtuel, on nous parle de sessions du Conseil permanent de la Francophonie, c'est virtuel. Donc, comment vous expliquez cette différence ou cette distinction?

**Le Président (M. Bachand)** : Mme la ministre, s'il vous plaît.

**Mme Biron** : O.K. Bien, d'abord, je veux vous féliciter, M. le député de l'Acadie, pour vos questions parce que vous avez... vous vous en tenez à votre cahier, puis c'est la première fois, depuis que je fais des crédits, depuis que je suis en fonction en 2022, que les questions que vous posez, c'est... que vous avez posées au ministère, vous les reprenez.

**M. Morin** : Sauf que mon temps file, M. le Président.

**Mme Biron :** Alors, c'est un travail qui n'est pas vain.

Maintenant, pour répondre à votre question sur les missions virtuelles, c'est que nous, une mission, c'est quand on se déplace à l'étranger, tandis que, quand on a une rencontre virtuelle, c'est beaucoup plus une réunion.

**M. Morin :** D'accord.

**Mme Biron :** Parce qu'on n'est pas là du matin jusqu'au soir et on ne réseaute pas, puis etc. Alors...

**M. Morin :** Merci, M. le Président. Mon temps file.

**Le Président (M. Bachand) :** Oui. M. le député, il reste une minute.

**M. Morin :** Vous vous souviendrez, l'an passé, je vous avais posé plusieurs questions relativement à l'état de santé de vos employés, particulièrement en lien avec ce qui s'était passé au bureau à Houston, si mon mémoire est... si ma mémoire est bonne. Quel est l'état de la santé de vos employés maintenant? Quelles sont les mesures que vous avez prises pour vous assurer qu'ils sont en bonne santé? On parlait, à ce moment-là, dans les journaux, de toxicité. Et, en terminant, comment vont les rénovations au bureau à Paris?

**Le Président (M. Bachand) :** 35 secondes.

**Mme Biron :** Les rénovations au bureau de Paris sont complétées, le bureau a été ouvert, et ça s'est fait dans les temps et dans les budgets alloués. Alors, j'ai une grande fierté parce que c'est un beau bureau. C'est notre premier bureau, alors le bureau est ouvert, et j'invite tous les Québécois qui veulent passer par le bureau de Pergolèse d'y aller. Alors, ça, c'est réglé.

Pour ce qui est de l'état de santé des employés du réseau à l'étranger, c'est... il y a un travail de surveillance constant à faire, c'est...

**Le Président (M. Bachand) :** C'est tout le temps qu'on a. Je dois céder... je vais céder la parole à la députée de Laval-des-Rapides pour 8 min 17 s, s'il vous plaît. Merci, M. le député de l'Acadie.

**Mme Haytayan :** Merci, M. le Président. Salutations à la ministre, à ses équipes, cabinet, MRIF, collègues de la banquette gouvernementale, députés des oppositions.

Mme la ministre, sur l'UE, depuis que l'administration Trump est au pouvoir, en janvier 2025, le Québec conçoit plus que jamais l'importance, évidemment, de diversifier ses partenariats à l'étranger. En mars 2024, vous avez signé une lettre d'intention pour joindre le Comité européen des régions de l'UE, de l'Union européenne. Est-ce que vous pouvez nous dire où nous en sommes présentement? Aussi, quel est l'avantage de joindre ce comité des régions de l'UE?

**Le Président (M. Bachand) :** Mme la ministre.

**Mme Biron :** Merci beaucoup pour cette question-là parce que c'est un dossier qui me rend très fière. On a fait un débriefing, un vendredi après-midi, quelques personnes au sein du cabinet, il y a au-dessus d'un an, et on se demandait comment est-ce qu'on pourrait faire plus en Europe. Et on se disait : Est-ce qu'on serait capable de rentrer dans l'Union européenne? Évidemment, on fabulait un peu, parce que le Québec est quand même un État infranational, et l'Union européenne, ce sont des États proprement dits. Et on a passé la fin de semaine là-dessus. Moi-même, je me suis mise sur le téléphone puis j'ai un conseiller de mon cabinet aussi qui s'est mis sur le téléphone durant la fin de semaine, et le lundi, on avait découvert que le comité des régions de l'Union européenne existait.

Alors, le comité des régions de l'Union européenne, c'est 658 régions et villes de l'Europe situées dans les 27 pays de l'Union européenne. Nous avons, nous, six bureaux actuellement et, comme j'ai dit tout à l'heure, nous espérons en ouvrir un septième. Mais, en étant membre du comité des régions, ça nous donne accès à plus d'une région, alors ça nous donne accès à toutes ces régions-là.

Alors, nous avons commencé les démarches et nous avons, bien avant l'élection de l'administration Trump et bien avant que l'Union européenne commence à... que le Canada commence à réfléchir aux liens qu'il pourrait avoir avec l'Union européenne, nous avons signé une lettre d'intention.

Quand je suis allée en Belgique, le mois dernier, j'ai eu des rencontres, en fait, avec des représentants, notamment de la Wallonie qui est membre de... du comité des régions. La Wallonie, c'est l'équivalent d'un gouvernement infranational de la Belgique. Et eux-mêmes, en Wallonie, ils disposeront... ils vont dégager 1 milliard d'euros qu'ils vont dédier essentiellement à la défense. Et nos liens sont excellents. Moi, je connais très bien le ministre des Finances de la Wallonie. Alors, il y a un intérêt de travailler avec le Québec.

Dans la journée, cette même journée là, j'ai rencontré la nouvelle présidente du comité des régions de l'Union européenne, et le contact a extrêmement bien passé. Alors, nous voulons passer de cette lettre d'intention à une entente en bonne et due forme et qui nous donnera accès... évidemment, j'espère participer à une de leurs activités pour pouvoir présenter le Québec aux différentes régions de l'Union européenne et expliquer ce que nous avons à offrir. Mais nous voyons un potentiel énorme d'échanges économiques, qui nous permettra d'avancer... comme je disais, on est autour de 40 milliards d'échanges par année avec l'Europe, et l'objectif, c'est d'augmenter.

Alors, c'est... ce sont des nouveaux marchés, c'est une nouvelle diplomatie que nous allons explorer, et nous avons ce qu'il faut sur le terrain pour pouvoir travailler davantage avec différentes régions de l'Europe.

**Mme Haytayan :** Merci, Mme la ministre. Sur les États-Unis, maintenant, bon, on connaît l'incertitude au sud de la frontière depuis janvier 2025. Celle-ci entraîne des répercussions sur l'échiquier mondial, géopolitique mondial. Quel est le rôle des représentations du Québec aux États-Unis depuis que le président Donald Trump est au pouvoir? Aussi, pouvez-vous nous dire ce que vous faites vraiment au quotidien avec ces représentations pour éviter que les tarifs ne soient imposés au Québec, au Canada?

**Mme Biron :** Bien, merci beaucoup. Encore là, je pense que le ministère des Relations internationales du Québec a bien préparé le terrain à l'arrivée de la nouvelle administration. C'est sûr que les déclarations du président Trump ont été... ont bouleversé, je pense, les citoyens du Québec, et c'est normal qu'on ait été en état de choc parce que ça fait tellement longtemps qu'on fait affaire avec les Américains. Ils ont toujours été des amis chers, malgré, des fois, une petite route un peu plus tumultueuse, mais on a toujours réussi à bien s'entendre. Les déclarations et les tarifs du président Trump nous ont mis dans une dynamique où notre relation, elle est moins un partenariat mais beaucoup plus transactionnelle, alors nous devons nous préparer à cette situation-là.

Cela dit, dans les différents États américains, nous avons nos entrées et nous faisons du travail avec bien... plusieurs entreprises et plusieurs partenaires, tant du milieu académique que culturel. Et on sent sur le terrain qu'on veut continuer à travailler avec le Québec. Alors, pour nous, il est important parce que, quoi qu'il arrive, il y aura un avant et un après Trump. Alors, il fallait se préparer pour que notre principal partenaire économique, on puisse continuer à travailler librement et bien, parce que, quoi qu'il arrive, les États-Unis demeureront notre principal partenaire économique. L'idée, c'est de diminuer notre dépendance, et c'est fort possible de le faire.

Alors, il y a presque un an, avant que le gouvernement Trump soit élu, on a revu notre réseau. On s'est rendu compte, par exemple, qu'en Chine il y avait moins de choses à faire, que la géopolitique avait créé une situation où les Québécois, par exemple, en Chine, qui travaillaient déjà en Chine, continuent à travailler, mais que ça ne faisait pas la file aux frontières pour aller investir en Chine. Alors, on a diminué notre empreinte, tout en demeurant présents sur le territoire chinois, parce que c'est un partenaire quand même important du Québec. C'est le troisième partenaire économique du Québec. Puis je compare des pommes et des oranges parce que le premier, je pense, c'est New York, l'État de New York, le deuxième, la région de Chicago, et le troisième, c'est la Chine, là. Alors, il faut faire attention de la façon que je le dis, mais on fait quand même encore beaucoup d'échanges avec les Chinois, mais on a diminué notre empreinte pour être capables de renforcer d'autres régions, et notamment les États-Unis.

• (12 h 40) •

Et il y avait certaines inégalités sur le territoire américain, et on a lissé notre travail. Nous avons rajouté 14 ressources aux États-Unis, ouvert un bureau à Seattle. Nous avons également rehaussé le bureau de Miami en délégation et surtout rehaussé le bureau de Washington, D.C. en délégation. Et ça, pour moi, c'est extrêmement important que notre... que notre travail économique se fasse, mais que notre travail de diplomatie politique soit intensifié. Alors, on doit voir venir les règlements, les lois, les projets. Alors, c'est dans ce sens-là que nous avons fait notre travail sur le territoire américain.

### Adoption des crédits

**Le Président (M. Bachand) :** Merci beaucoup, Mme la ministre. Le temps alloué à l'étude du volet Relations internationales et Francophonie des crédits budgétaires du portefeuille Relations internationales et Francophonie étant presque écoulé, nous allons maintenant procéder à leur mise aux voix.

Le programme 1, intitulé Direction et administration, est-il adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Adopté, sur division. Le programme 2, intitulé Affaires internationales, est-il adopté?

**Des voix :** Adopté.

**Des voix :** Sur division.

**Le Président (M. Bachand) :** Sur division.

### Documents déposés

En terminant, je dépose les réponses aux demandes de renseignements de l'opposition.

Et, compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux jusqu'à 17 heures, où elle va entreprendre l'étude du volet Relations avec les Québécois d'expression anglaise des crédits budgétaires du portefeuille Finances. Merci. Bon après-midi.

(Fin de la séance à 12 h 43)